



Distribution: Générale

Date: 14 janvier 2016

Original: Anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2016/7

Projets soumis au Conseil d'administration pour
approbation

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Augmentations budgétaires pour des activités de développement – Programme de pays Cambodge 200202

Coût (en dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires	72 462 117	12 997 773	85 459 890
Transferts de type monétaire	4 036 872	4 262 200	8 299 072
Développement et augmentation des capacités	4 009 154	9 245 657	13 254 811
Coût total pour le PAM	145 119 860	46 412 027	191 531 887

Projet de décision*

Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 46,4 millions de dollars É.-U. proposée pour le programme de pays Cambodge 200202 (WFP/EB.1/2016/7), ainsi que la prolongation de ce programme pour une durée de 30 mois allant du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2018.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaastrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaastrud@wfp.org

M. G. Bordignon
Directeur de pays
courriel: gianpietro.bordignon@wfp.org

Nature de l'augmentation budgétaire

1. La présente révision budgétaire du programme de pays Cambodge 200202 prolongera les activités de 30 mois, de juillet 2016 à décembre 2018 afin de le synchroniser avec le cycle de planification du Gouvernement pour 2014–2018 et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2016–2018.
2. Au cours de la période de prolongation, toutes les composantes actuelles du programme de pays se poursuivront comme prévu. L'orientation géographique restera la même, la réduction de l'ampleur des activités prévues annuellement correspondant à la révision des prévisions de ressources et au passage du PAM de l'exécution directe des activités à une assistance stratégique et technique au Gouvernement et à d'autres parties prenantes nationales.
3. Plus précisément, cette révision budgétaire prévoit:
 - un accroissement du nombre total de bénéficiaires, qui passe de 2,77 millions de personnes à presque 3,3 millions;
 - une augmentation des coûts des transferts alimentaires, qui passent de 72,5 millions à 85,5 millions de dollars;
 - une augmentation des coûts des transferts de type monétaire, qui passent de 4,5 millions à 9,4 millions de dollars;
 - une augmentation des coûts de développement et d'augmentation des capacités de 4 millions à 13,3 millions de dollars; et
 - un relèvement du budget total du projet de 46,4 millions de dollars, ainsi porté de 145,1 millions à 191,5 millions de dollars.

Justification du prolongement et de l'augmentation budgétaire

Résumé des activités du programme en cours

4. Le Cambodge est l'un des pays les moins avancés au monde, mais est en bonne voie pour passer dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure s'il continue à améliorer les revenus et le capital humain, et à lutter contre la vulnérabilité économique. Une croissance économique soutenue a permis de faire reculer la pauvreté et la faim, mais 19 pour cent de la population vit encore dans la pauvreté et, d'après les estimations, 20 pour cent pourraient tomber sous le seuil de pauvreté au moindre choc ayant une incidence sur les revenus; cette situation est de plus en plus préoccupante en raison de l'extrême vulnérabilité du Cambodge face au changement climatique¹. Les taux de prévalence des retards de croissance (32 pour cent) et de l'émaciation (10 pour cent) chez les enfants de moins de 5 ans sont jugés "sérieux" au regard des normes internationales; les carences en micronutriments chez les jeunes enfants et les femmes sont préoccupantes². Le Cambodge occupe le 136^e rang sur 187 pays au classement de l'indice de développement humain de 2014, et le 105^e rang sur 152 pays pour ce qui est de l'indice d'inégalité entre les sexes.
5. Le programme de pays du PAM 200202 s'appuyait sur le Plan national de développement stratégique 2009–2013, qui présentait l'optique suivie par le Gouvernement pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et réduire la pauvreté au Cambodge. La Stratégie nationale de protection sociale décrivait l'action prévue par le Gouvernement pour harmoniser et amplifier les filets de protection sociale et généraliser la prise en compte des questions liées à l'alimentation et à la nutrition. Le Plan national de développement stratégique a été reconduit pour cinq ans et une Stratégie quinquennale nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition a été adoptée en 2014.

¹ Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique. 2010. *Asia and Pacific Disaster Report*.

² Enquête sanitaire et démographique (Cambodge). 2014.

6. Le programme de pays a deux objectifs:
 - *À l'échelle des bénéficiaires*: appuyer et renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et des collectivités les plus vulnérables de façon à constituer un capital social et des actifs matériels durables.
 - *À l'échelle des systèmes*: créer les modèles et renforcer les capacités qui favorisent la mise en place de systèmes nationaux de sécurité alimentaire viables.
7. Les trois composantes du programme de pays contribuent à la réalisation des Objectifs stratégiques du PAM 3 et 4:
 - *Éducation*: le PAM, le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports et d'autres partenaires fournissent des repas dans les écoles, des rations à emporter et des bourses en espèces dans les écoles primaires rurales de la plupart des zones vulnérables. Afin de renforcer les capacités institutionnelles, le PAM a créé des plateformes d'information en temps réel pour améliorer la gestion du programme et la capacité de supervision; en 2015, il a conduit une visite d'études sur l'alimentation scolaire et la nutrition au Centre d'excellence pour la lutte contre la faim, au Brésil. En mai 2015, le PAM et le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports sont convenus d'une feuille de route en vue de passer à un programme d'alimentation scolaire cambodgien d'ici à 2021.
 - *Nutrition*: depuis le milieu de 2014, le PAM a changé d'orientation, remplaçant l'assistance alimentaire directe en faveur de la santé et de la nutrition maternelles et infantiles par un appui technique au profit de l'élaboration de stratégies nutritionnelles nationales. Il a ainsi collaboré avec des instituts de recherche en vue d'étudier l'impact de la malnutrition sur le développement économique du Cambodge, évalué les effets du riz enrichi sur les carences en micronutriments chez les enfants et examiné l'acceptabilité de diverses techniques d'enrichissement du riz et les possibilités d'enrichissement local faisant appel au secteur privé. Le PAM étudie les possibilités d'améliorer l'alimentation des jeunes enfants en privilégiant des solutions appuyées par une assistance alimentaire et faisant appel au marché.
 - *Appui aux actifs productifs et aux moyens d'existence*: le PAM appuie le développement des infrastructures communautaires qui permettent la production agricole, l'accès aux marchés et l'atténuation des risques de catastrophe. L'intérêt pour l'adaptation au changement climatique est plus marqué depuis qu'il collabore avec le projet relatif à l'adaptation au changement climatique et à la résilience dans le bassin du Mékong, financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international.
8. Le PAM travaille avec les autorités nationales en vue d'améliorer la compréhension des modes de résilience et l'analyse des chocs et de la vulnérabilité de nature transitoire. L'étude de la résilience des moyens d'existence est prise en compte lors de l'élaboration des programmes de développement à long terme et des activités de préparation aux périodes de sécheresse et d'inondation saisonnières.

Conclusion et recommandations résultant de la réévaluation

9. Le PNUAD 2016–2018 fait coïncider l'intervention des Nations Unies avec la phase III de la Stratégie rectangulaire du Gouvernement en faveur de la croissance, de l'emploi, de l'équité et de l'efficacité, et avec le Plan national de développement stratégique. Il a été établi à partir d'un bilan commun de pays qui recommandait aux organismes des Nations Unies d'axer leur appui au Cambodge sur la croissance équitable et le développement social, la décentralisation et la gouvernance locale, l'assistance technique en faveur de l'élaboration des politiques, une approche cohérente des programmes nationaux et la mobilisation de la société civile en vue d'atteindre les groupes les plus vulnérables. L'examen stratégique de 2014 exécuté à la demande du PAM³ a recensé des problèmes structurels et institutionnels dans les domaines de la protection sociale, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, validant l'action de renforcement des capacités et des infrastructures institutionnelles nationales que le PAM entendait mener.

³ Institut cambodgien de recherche pour le développement. 2014. *Cambodia: Strategic Review of Food and Nutrition Security Issues for an Emerging Middle Income Country (2014–2018)*.

10. L'évaluation à mi-parcours du programme de pays 200202 réalisée en 2014 a souligné qu'il était nécessaire: i) d'accorder une attention accrue aux feuilles de route et stratégies concernant le transfert des responsabilités ainsi qu'aux synergies entre les programmes; ii) d'affiner le ciblage géographique; iii) de mettre davantage l'accent sur les approches à dimension nutritionnelle et d'associer plus étroitement les communautés; et iv) de mener des travaux de recherche en vue d'éclairer les décisions nationales sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

11. La présente révision budgétaire permet au PAM de développer sa future programmation compte tenu de l'évolution socioéconomique et des progrès accomplis sur la voie de l'obtention du statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le programme s'en tient à la stratégie définie au départ, en soutenant le Gouvernement, qui s'est engagé à atteindre les objectifs nationaux liés au Défi Faim zéro fixés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en mai 2015. Il facilitera la prise en compte des objectifs de développement durable dans les politiques et priorités nationales de développement et permettra au PAM d'appuyer la préparation du nouveau Plan national de développement stratégique et de la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition.
12. La révision de l'ampleur du programme de pays tient compte des projections des ressources disponibles, établies à partir des tendances et des prévisions. L'assistance alimentaire directe diminue, mais l'assistance de type monétaire est en progression, tout comme le nombre des activités de développement et d'augmentation des capacités et les dépenses à ce titre. Le programme se concentrera sur les communautés des zones où la résilience des ménages est très faible, les migrations importantes, et les risques de sécheresse et d'inondation considérables, où les activités convergent et où sont présents des partenaires fortement engagés aux côtés des communautés.

Éducation – composante 1

13. Le PAM va continuer d'appuyer la fourniture de repas scolaires dans les écoles primaires rurales. Il étudiera la possibilité de remplacer par un déjeuner le petit-déjeuner fourni afin d'appuyer la transition du système éducatif à l'enseignement à temps complet. Le PAM développera les modalités d'approvisionnement local des écoles en ingrédients, conformément à l'approche de l'alimentation scolaire utilisant la production locale en associant petits producteurs, industriels et détaillants locaux. La livraison directe aux écoles par des grossistes sera étudiée dans l'optique de créer des partenariats public-privé.
14. Des responsabilités en matière de gestion sont en cours de transfert au Gouvernement, mais l'intégralité des responsabilités pour toutes les écoles ne sera transférée qu'à la fin de la présente période de prolongation du programme de pays, lorsque les allocations budgétaires nationales seront confirmées et qu'une politique nationale relative à l'alimentation scolaire sera entrée en vigueur. Grâce aux dons des donateurs, le PAM et ses partenaires exécuteront des activités d'amélioration des infrastructures concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène, l'éducation sanitaire et nutritionnelle, et l'alphabétisation, préparant ainsi le terrain en vue de la prise en charge des activités par le pays à l'avenir.
15. Le PAM continuera d'assurer des transferts alimentaires ou de type monétaire en faveur des enfants les plus pauvres scolarisés de la quatrième à la sixième année, sous réserve qu'ils soient présents 80 pour cent des jours de classe. Ces transferts sont effectués trois fois par an et seront progressivement remplacés par le programme de bourses du Gouvernement versées en espèces, lancé en 2014. En 2015, 2154 écoles de huit provinces sont passées sous l'égide de ce programme gouvernemental; 925 écoles de plus de quatre provinces devraient les rejoindre au cours de cette période de prolongation.
16. Des études sur l'évolution des relations hommes-femmes et de la protection au sein des ménages résultant des transferts alimentaires ou de type monétaire, ainsi que sur les décisions prises au sujet de leur utilisation aideront à élaborer les programmes futurs et permettront au Gouvernement de développer son programme de transferts monétaires en conséquence.

Nutrition – composante 2

17. Le programme de pays contribue aux stratégies cambodgiennes de réduction de la malnutrition chronique au moyen des interventions nutritionnelles définies dans la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition, et la feuille de route pour accélérer l'amélioration de la nutrition 2014–2020. Sous la conduite du Ministère de la santé et en collaboration avec la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé et des organisations non gouvernementales (ONG) internationales, le PAM réalisera des études et des projets pilotes destinés à améliorer l'alimentation des jeunes enfants et à instaurer un environnement favorable à l'enrichissement des aliments dans le pays. Le PAM et l'UNICEF collaboreront en vue d'élaborer une méthode intégrée de rétablissement nutritionnel adaptée au système de santé cambodgien.
18. Le Cambodge adhérant depuis 2014 au mouvement mondial Renforcer la nutrition, le PAM va aider le secrétariat national à élaborer un plan d'action s'adressant à de multiples acteurs, fondé sur une bonne compréhension des possibilités d'investissement dans la nutrition ou dans des activités ayant une dimension nutritionnelle, et axé sur le développement des relations avec le secteur privé et les milieux universitaires, avec une participation accrue des organismes des Nations Unies.
19. Toutes les activités du programme de pays contribueront aux stratégies mises en œuvre qui ont une dimension nutritionnelle et mettent l'accent sur l'amélioration des infrastructures et des pratiques dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, et sur le changement des comportements dans les domaines de la santé et de la nutrition. L'utilisation de riz enrichi dans le cadre des repas scolaires améliorera la pertinence de la composante au regard des objectifs fixés en matière de nutrition et sera étudiée lors des consultations sur les principes à suivre en matière d'enrichissement des aliments.

Appui aux actifs productifs et aux moyens d'existence – composante 3

20. Le programme de pays appuiera les réformes menées par le Gouvernement en matière de décentralisation, le Plan national d'adaptation visant à réduire les risques de catastrophe ainsi que le Plan stratégique cambodgien relatif au changement climatique 2014–2023. Les activités du programme s'en tiendront aux méthodes actuelles d'assistance alimentaire pour la création d'actifs et de formation, tout en accordant une attention accrue à l'adaptation au changement climatique, à la réduction des risques de catastrophe, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Le programme entend également renforcer la planification décentralisée à l'échelle des communes, notamment en encourageant la participation accrue des groupes marginalisés. L'action de renforcement des capacités aidera les autorités de district à élaborer des plans d'investissements communaux incluant l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe.
21. Le PAM travaillera avec des partenaires spécialisés dans la mobilisation des communautés pour organiser des consultations de la population sur la conception et l'exécution des projets en veillant à garantir l'inclusion sociale, la prise en compte de la problématique hommes-femmes et la représentation équitable. Toutes les activités concernant l'amélioration des actifs et la formation compléteront le portefeuille d'activités plus larges de développement communautaire de partenaires.

Activités transversales: gestion des connaissances stratégiques, recueil de données factuelles et appui en faveur des capacités institutionnelles

22. Le PAM organisera des visites d'études, des consultations et la préparation de produits d'information, y compris des études sur les dimensions économiques, les incidences budgétaires et les aspects des infrastructures institutionnelles influant sur les solutions nationales de lutte contre la faim. Il tirera parti des innovations dans le domaine de la gestion de l'information en mettant en place des outils permettant d'améliorer la collecte des données avec des moyens mobiles ou à distance et en renforçant les dispositifs permettant aux bénéficiaires de faire part de leurs avis. Il contribuera à la recherche nationale sur des thématiques telles que les migrations et les envois de fonds, l'urbanisation, l'accès aux services sociaux et aux possibilités économiques

existantes, le but étant de contribuer à l'élaboration du nouveau Plan national de développement stratégique et de la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

23. Le PAM associera les interventions du programme de pays à un appui en faveur de l'action menée par le Cambodge pour mettre les acquis du développement à l'abri des catastrophes naturelles, conformément à la loi récemment approuvée sur la gestion des catastrophes. Il continuera à coordonner le forum des interventions humanitaires, qui regroupe les entités des Nations Unies et les ONG partenaires. Ce forum apporte un appui technique aux comités nationaux et provinciaux de gestion des catastrophes et à la Croix-Rouge cambodgienne en vue d'améliorer les systèmes intégrés de gestion des secours; et il renforce les liens entre préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise, d'une part, et réduction des risques de catastrophe de l'autre.

Bénéficiaires

24. Cette révision budgétaire représente une nette réduction des effectifs annuels de bénéficiaires de repas scolaires et d'activités d'appui en faveur des actifs productifs et des moyens d'existence, ce qui, dans le premier cas, s'explique en grande partie par le passage de rations à emporter et de transferts de type monétaire du PAM au programme de bourses du Gouvernement.
25. Les bénéficiaires de la composante nutrition figurant dans le tableau 1 participent à un projet pilote de transferts de type monétaire visant à accroître le recours aux services de santé et de nutrition ainsi que l'accès à des aliments d'appoint pour les enfants.

Activité	Chiffres actuels			Augmentation			Chiffres après révision		
	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total
Repas scolaires, y compris alimentation scolaire utilisant la production locale	366 868	353 177	720 045	237 613	228 295	465 908	405 000	390 000	795 000
Alimentation scolaire utilisant la production locale	–	–	–	16 625	15 973	32 598	17 000	16 000	33 000
Rations à emporter	539 650	539 650	1 079 300	71 108	71 108	142 216	694 000	694 000	1 388 000
Bourses en espèces	60 200	60 200	120 400	108 731	108 731	217 462	163 000	163 000	326 000
Nutrition	75 725	106 568	182 293	4 865	4 865	9 730	81 000	111 000	192 000
Vivres pour la création d'actifs/la formation	297 408	297 420	594 828	31 000	31 000	62 000	328 000	328 000	656 000
Espèces pour la création d'actifs/la formation	36 564	36 564	73 128	33 750	33 750	67 500	70 000	70 000	140 000
TOTAL*	1 376 415	1 393 579	2 769 994	456 524	446 554	903 078	1 635 000	1 650 000	3 285 000

* Les totaux ont été ajustés pour ne pas compter deux fois les bénéficiaires de repas scolaires, de rations à emporter et de bourses versées en espèces, ou de l'alimentation scolaire et d'activités d'appui aux actifs productifs et aux moyens d'existence.

26. Le PAM va fournir une assistance à environ 600 000 bénéficiaires par an au cours de la période de prolongement du programme de pays. Dans la mesure où de nombreux enfants bénéficient déjà de la composante éducation du programme, le nombre de nouveaux bénéficiaires est de 374 000.

Rations et transferts de type monétaire

27. La ration alimentaire distribuée dans les écoles est légèrement modifiée (réduction de la quantité de légumes secs et augmentation de celle de poisson) en raison des préférences alimentaires locales. Le riz enrichi contribuera dans une large mesure à l'apport en micronutriments.
28. La valeur de la ration à emporter et de la bourse versée en espèces correspond à celle des bourses distribuées par le Gouvernement.
29. Les transferts de type monétaire permettront aux écoles participant au programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale d'acheter localement des denrées pour les repas scolaires. Les écoles "alimentation scolaire utilisant la production locale intégrale" achètent la totalité des aliments sur place, et les écoles "alimentation scolaire utilisant la production locale hybride" n'achètent que les produits périssables sur place et reçoivent des aliments de première nécessité en nature.
30. Les transferts de vivres et les transferts de type monétaire pour la création d'actifs et la formation sont distribués durant six mois. Le niveau du transfert effectif par ménage dépend des normes de travail en vigueur et des objectifs spécifiques des projets.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE QUOTIDIENNE/TRANSFERT RÉVISÉS, PAR ACTIVITÉ ET PAR COMPOSANTE (en grammes ou en kilogrammes par personne et par jour)

	Composante 1					Composante 2	Composante 3	
	Repas scolaires (en g/ personne/ jour)	Alimentation scolaire utilisant la production locale intégrale	Alimentation scolaire utilisant la production locale hybride	Ration à emporter (en kg/ personne/ mois)	Bourse en espèces (mensuelle)	Nutrition	Assistance alimentaire pour la création d'actifs/la formation (en g/ personne/ jour)	Espèces pour la création d'actifs/la formation
Riz	115	–	–	10	–	–	333	–
Poisson	20	–	–	–	–	–	–	–
Légumes secs	10	–	–	–	–	–	–	–
Huile	5	–	–	1	–	–	–	–
Sel	3	–	–	–	–	–	–	–
Espèces/bons (en dollars par personne et par jour)	–	0,15	0,08	–	6,00	6,00	–	0,17
TOTAL	153 g	0,15 dollar	0,08 dollar	11 kg	6,00 dollars	6,00 dollars	333	0,17 dollar
<i>Nombre total de kcal par jour</i>	553	555	–	367	–	–	–	–
Pourcentage de kcal d'origine protéique	11	10	–	–	–	–	–	–
Pourcentage de kcal d'origine lipidique	8	8	–	9	–	–	–	–
Nombre de jours d'alimentation par an	200	200	200	10 mois	10 mois	6 mois	120	120

Produits alimentaires nécessaires

TABLEAU 3: TRANSFERTS ALIMENTAIRES ET DE TYPE MONÉTAIRE – BESOINS PAR COMPOSANTE				
Composante	Modalité de transfert	Chiffres actuels	Augmentation	Total révisé
1 – Éducation	Produits alimentaires	102 837	20 408	123 245
	Transferts de type monétaire	2 940 000	2 692 200	5 632 200
2 – Nutrition	Produits alimentaires	10 734	–	10 734
	Transferts de type monétaire	–	70 000	70 000
3 – Appui aux actifs productifs et aux moyens d’existence	Produits alimentaires	17 845	2 481	20 326
	Transferts de type monétaire	1 096 872	1 500 000	2 596 872
TOTAL	Produits alimentaires (en tonnes)	131 416	22 889	154 305
	Transferts de type monétaire (en dollars)	4 036 872	4 262 200	8 299 072

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	18 462	8 228 082	
Légumes secs	1 084	553 700	
Huile et matières grasses	844	851 855	
Autres	2 499	3 364 136	
Total, produits alimentaires	22 889	12 997 773	
Transport extérieur		1 459 918	
Transport terrestre, entreposage et manutention		3 531 542	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		935 218	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		18 924 451	18 924 451
Transferts de type monétaire		4 262 200	
Coûts connexes		674 492	
Transferts de type monétaire et coûts connexes		4 936 692	4 936 692
Développement et augmentation des capacités		9 245 657	9 245 657
Coûts opérationnels directs			33 106 800
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			10 268 926
Total des coûts directs du projet			43 375 726
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			3 036 301
COÛT TOTAL POUR LE PAM			46 412 027

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	3 963 305
Agents des services généraux	2 852 663
Prime de danger et indemnités locales	67 500
Total partiel	6 883 468
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	1 250 194
Sécurité	354 500
Voyages et transport	1 129 870
Études préalables, évaluations et suivi¹	530 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	10 268 926

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Résultats transversales		
<p>Problématique hommes-femmes Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes</p>	<p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les hommes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les femmes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises conjointement par les femmes et les hommes</p> <p>Proportion de femmes bénéficiaires exerçant des responsabilités au sein des comités de gestion de projet</p> <p>Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons</p>	<p>L'égalité entre les sexes s'améliore et les femmes ont plus d'autonomie pour prendre les décisions au sein du ménage.</p>
<p>Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité</p>	<p>Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p> <p>Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p> <p>Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance informés au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p>	<p>Les bénéficiaires sont informés de l'existence du dispositif de réclamation et y ont accès.</p> <p>Les écoles ainsi que les autorités provinciales et de district chargées de l'éducation informent régulièrement les communautés et les bénéficiaires au sujet des procédures de mise en œuvre.</p>

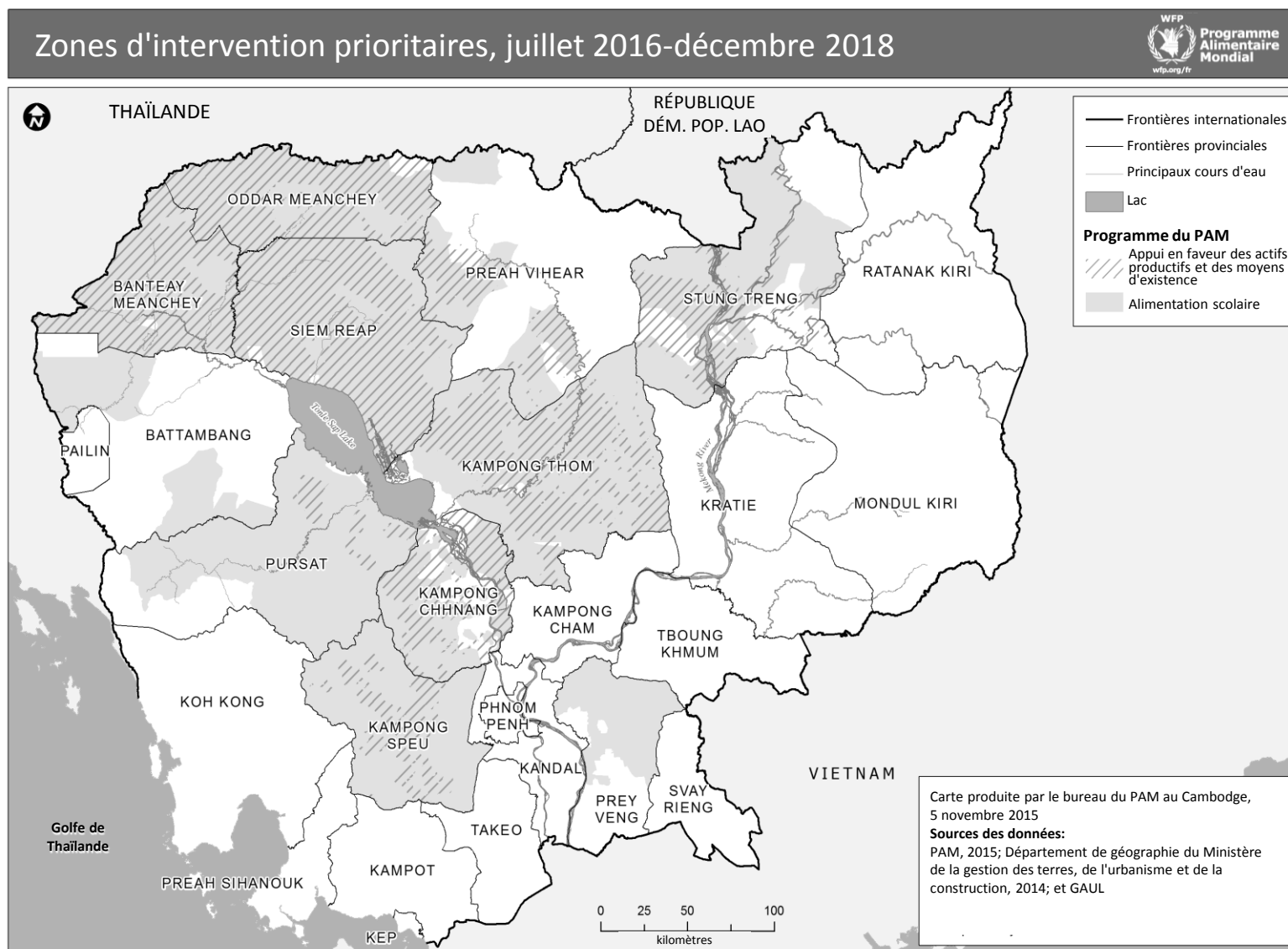
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Partenariats Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats</p>	<p>Proportion des activités du projet exécutées avec la participation de partenaires complémentaires</p> <p>Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires (y compris des ONG, la société civile, des organisations du secteur privé, des institutions financières internationales et des banques régionales de développement)</p> <p>Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires</p>	<p>Quand un partenariat est mis en place, les partenaires contribuant aux coûts sont mentionnés.</p> <p>Il existe dans les zones bénéficiant de l'assistance du PAM des partenaires disposant de ressources suffisantes.</p>
Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels		
<p>Effet direct 3.1 Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance</p>	<p>Score relatif aux avoirs des communautés: pourcentage de communautés ayant un score en hausse</p> <p>Indice des stratégies de survie (alimentation): pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé</p> <p>Indice des stratégies de survie (alimentation): pourcentage de ménages dirigés par un homme dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé</p> <p>Indice des stratégies de survie (alimentation): pourcentage de ménages dirigés par une femme dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé</p> <p>Score de diversité alimentaire</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme)</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme)</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire limite</p>	<p>Les catastrophes ne sont ni trop fréquentes ni trop intenses.</p> <p>Les partenaires coopérants et les compétences nécessaires sont disponibles pour appuyer l'exécution.</p> <p>La situation politique et économique est stable.</p> <p>Le Gouvernement fournit l'appui approprié et s'engage fermement.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire acceptable</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire acceptable</p>	
<p>Effet direct 3.2</p> <p>Renforcement de la capacité des pays, des communautés et des institutions en matière de réduction des risques</p>	<p>Indice de capacité nationale: programmes en faveur de la résilience</p>	<p>La situation politique et économique est stable.</p> <p>Le Gouvernement fournit un appui approprié et s'engage fermement.</p>
<p>Produit 3.1</p> <p>Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire, par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	<p>Localement, la performance et le respect de l'obligation de rendre des comptes sont suffisants pour mener le projet à bien.</p>
<p>Produit 3.2</p> <p>Avoirs communautaires ou avoirs utiles à la subsistance créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblés</p>	<p>Nombre d'avoirs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblés, par type et unité de mesure</p>	<p>Les catastrophes ne sont ni trop fréquentes ni trop intenses.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 3.3 Appui fourni aux filets de sécurité nationaux concernant la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation, les avoirs des communautés et la contribution globale au renforcement de la résilience</p>	<p>Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p>	<p>Le Gouvernement fournit un appui approprié et s'engage fermement.</p>
Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim		
<p>Effet direct 4.1 Amélioration de l'équité d'accès et de recours à l'éducation</p>	<p>Proportion de garçons qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM Proportion de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p>	<p>La situation économique est stable. Le Gouvernement s'engage fermement. Le Gouvernement et les partenaires sont en mesure de fournir des ressources complémentaires. À l'échelle des communautés, la qualité de l'éducation est adéquate.</p>
<p>Effet direct 4.2 Renforcement des capacités et accroissement de la prise en charge des activités au profit de la lutte contre la dénutrition et de l'amélioration de l'accès à l'éducation aux niveaux régional, national et communautaire</p>	<p>Indice de capacité nationale: alimentation scolaire Indice de capacité nationale: programmes nutritionnels</p>	<p>La situation économique est stable. Le Gouvernement s'engage fermement. Le Gouvernement et les partenaires sont en mesure de fournir des ressources complémentaires.</p>
<p>Effet direct 4.3 Réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments, chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants d'âge scolaire</p>	<p>Nombre moyen de jours de classe par mois au cours desquels les enfants ont reçu des aliments multi-enrichis ou au moins quatre groupes d'aliments</p>	<p>Des partenaires coopérants, des compétences techniques ainsi que des stratégies actualisées, des instructions, des évaluations et des produits sont disponibles à temps pour appuyer l'exécution. Des articles autres qu'alimentaires sont disponibles. Les liens avec les stratégies et les services de protection sociale du Gouvernement sont suffisants.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 4.1 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire, par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu</p> <p>Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu</p>	<p>La situation économique est stable.</p> <p>Le financement provenant des principaux donateurs demeure stable.</p> <p>Aucune rupture de la filière d'approvisionnement ne se produit.</p>
<p>Produit 4.2 Conseils sur les politiques et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'alimentation scolaire</p>	<p>Nombre d'agents publics formés par le PAM dans les domaines de la conception et de l'exécution de programmes nutritionnels et d'autres domaines en rapport avec la nutrition (techniques, stratégies, gestion), par sexe et type de formation</p> <p>Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p>	<p>Le nouveau modèle de programme d'alimentation scolaire est économique, facile à mettre en œuvre et viable à terme, et le Gouvernement est d'accord pour en assumer la responsabilité et l'élargir.</p>
<p>Produit 4.3 Dispositifs et cadres réglementaires nationaux mis en place en matière de nutrition, d'alimentation scolaire et de filets de sécurité</p>	<p>Nombre de programmes nationaux élaborés avec l'appui du PAM (nutrition, alimentation scolaire, filets de sécurité)</p>	<p>Les nouveaux modèles sont conformes aux politiques nationales; l'encadrement institutionnel est solide; les financements et les budgets sont stables; la conception des programmes est de bonne qualité; et la participation des parties prenantes est importante.</p>

ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance